

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1620

24 juin 2014

SOMMAIRE

BELCOEURO Holdings Limited S.à r.l. ..	77715	EGI Luxembourg S.à r.l.	77720
Bibas S.A.	77714	EGS Luxco S.à r.l.	77720
BIL Re	77714	EGS Luxco S.à r.l.	77722
Bolton International S.A.	77714	Empebe S.A. - SPF	77721
Bon-Som S.à r.l.	77715	EPF Acquisition Co 17 S.à r.l.	77722
Break International S.A.	77714	EPIC I GP, S.à r.l.	77732
Cablinvest II S.à r.l.	77715	Ernst & Young Luxembourg	77720
Cerigo Développement S.à r.l.	77728	Ernst & Young Services S.A.	77721
Citée Car	77753	E-SEN S.A.	77719
Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Mondercange	77723	Esperao S.A.	77720
Crownstone Luxembourg S. à r.l.	77760	Eurobank Fund Management Company (Luxembourg) S.A.	77719
Daedalus Engineering Sàrl	77717	Exfiro S.A.	77717
DATA AUTOMATION Luxembourg S.à r.l.	77716	Fairfield 1 S.à r.l.	77718
DBM Diaporos Beach Marina	77716	Fibart S.A.	77722
Delight Industrial Holdings S.à r.l.	77756	Finestra S.A.	77721
Delta Yachting Luxembourg S.A.	77716	First State European Diversified Infra- structure German Feeder Fund SCA, SI- CAV-FIS	77719
DIVALARUS Luxembourg S.A.	77716	GLT Fiduciaire S.A.	77714
DLWH Diaporos Little White House	77718	Grace Bay II Holdings S.à r.l.	77716
DONNER & REUSCHEL Luxembourg S.A.	77718	Grand Orion Investments S.A.	77715
DWH Diaporos White House	77718	Lafayette Holdings S.à r.l.	77744
Edmund Frette S.à r.l.	77719	Marni International S.A.	77714
EG Energy	77720	Nazca Management S.à r.l.	77741

Bibas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 82.587.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056409/9.

(140064823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

BIL Re, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 46.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014056411/10.

(140065072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Bolton International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 174.797.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056412/11.

(140064806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

**Break International S.A., Société Anonyme,
(anc. Marni International S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 73.214.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056421/9.

(140065069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

GLT Fiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6492 Echternach, 2, rue Thoull.
R.C.S. Luxembourg B 122.426.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 avril 2014, les mandats des administrateurs et administrateurs-délégués, MM. Laurent Wallenborn, Thierry Hellers et Gernot Kos, et du commissaire aux comptes G.T. Experts Comptables S.à.r.l. (anc. Fiduciaire Hellers, Kos & Associés S.à.r.l.) sont prolongés et se termineront lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2018 qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014056570/15.

(140065050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

BELCOEURO Holdings Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.068.640,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 181.122.

—
EXTRAIT

Par résolutions signées en date du 17 mars 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Philippe Barthélémy, avec adresse au 13, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof de son mandat de Gérant de classe B, avec effet au 27 février 2014.

2. Acceptation de la nomination de Xavier Pauwels, avec adresse au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof comme nouveau Gérant de classe B, avec effet au 27 février 2014 et pour une période indéterminée.

3. Acceptation du changement d'adresse de Muriel Bourgeois, Gérant de classe B, du 13, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof.

4. Acceptation du transfert de siège de la société du 13, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof au 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof, avec effet au 1^{er} avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056407/20.

(140065173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Bon-Som S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 10, rue des Gaulois.

R.C.S. Luxembourg B 29.772.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056413/10.

(140065109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Cablinvest II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 164.068.

—
Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 2 décembre 2013.

Référence de publication: 2014056424/11.

(140065369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Grand Orion Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 119.275.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014056575/13.

(140065485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Grace Bay II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 140.289.

Lors du conseil de gérance tenu en date du 15 avril 2014, les gérants ont décidé de transférer le siège social de la Société du 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 9A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Référence de publication: 2014056555/13.

(140065016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DBM Diaporos Beach Marina, Société Civile.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg E 4.996.

DISSOLUTION

Par acte du 26 mars 2014, l'Associé Unique de la Société a décidé de dissoudre cette dernière avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Pour DBM Diaporos Beach Marina

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014056484/12.

(140064998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DATA AUTOMATION Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfort, 50, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 62.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056482/10.

(140065159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Delta Yachting Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 148.067.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056487/10.

(140065217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DIVALARUS Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 170.512.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056488/9.

(140065129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Daedalus Engineering Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7650 Heffingen, 3, Um Haff.

R.C.S. Luxembourg B 83.279.

Suite à des cessions de parts sous seing privé, le capital social est détenu comme suit:

Monsieur Henri Colbach, demeurant à 6, Loetsch, L-7640 Christnach	2 400 parts sociales
Monsieur Marc Prommenschenkel, demeurant à 14, Ditzebierg, L-6225 Kobenbour	2 499 parts sociales
Monsieur Arno Boesen, demeurant à Hüttinger Straße 30b, D-54634 Bitburg-Mötsch	600 parts sociales
Madame Efi Decker, demeurant à 17-19, Albanastrasse, D-54290 Trier	500 parts sociales
Monsieur Matthias Johann, demeurant à vorm Hanecker 1, D-66636 Tholey	300 parts sociales
Monsieur Patrick Hausen, demeurant à Graf-Siegfried-Strasse 26, D-54439 Saarburg	2 001 parts sociales
Monsieur Dirk Willwersch, demeurant à Deutschherrenstrasse 26, D-54290 Trier	300 parts sociales
Monsieur Sascha Lenhardt, demeurant à Brotstraße 23, D-54498 Piesport	300 parts sociales
Monsieur Michel Louys, demeurant, route de Sassor 14C, B-4910 Theux	300 parts sociales
Monsieur Andreas Tombers, demeurant à Theodor-Heuss-Straße 4, D-54329 Konz	500 parts sociales
Madame Anne-Catherine Wiltz, demeurant à 60, Munnerëferstrooss, L-5750 Frisange	300 parts sociales
Total:	<u>10 000 parts sociales</u>

Heffingen, le 15 avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014056479/34.

(140065008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Exfiro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 16.468.

EXTRAIT

Liste de présence à l'Assemblée Générale du 17 avril 2014

Il résulte du procès verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire, tenue en date du 17 avril 2014 que:

L'assemblée a réélu au poste d'administrateur pour une durée de six années:

Madame Isabelle BRUCKER, demeurant professionnellement à L-1143 Luxembourg, 2 rue Astrid,

Jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

L'assemblée a réélu au poste de commissaire aux comptes pour une durée de six années:

la société ARTEFACTO SARL, ayant son siège à L-8080 BERTRANGE, 57 route de Longwy, immatriculée auprès du Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 87962.

Jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2020.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014056520/20.

(140065387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DLWH Diaporos Little White House, Société Civile.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg E 4.998.

—
DISSOLUTION

Par acte du 26 mars 2014, l'Associé Unique de la Société a décidé de dissoudre cette dernière avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Pour DLWH Diaporos Little White House

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014056489/12.

(140065004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DONNER & REUSCHEL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 14, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 88.481.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Rolf Brandes / Maunu Römpötti.

Référence de publication: 2014056491/10.

(140065373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

DWH Diaporos White House, Société Civile.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg E 4.999.

—
DISSOLUTION

Par acte du 26 mars 2014, l'Associé Unique de la Société a décidé de dissoudre cette dernière avec effet immédiat.

Luxembourg, le 22 avril 2014.

Pour DWH Diaporos White House

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014056492/12.

(140064973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Fairfield 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.390.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 16 avril 2014 et avec effet immédiat, que Arte Capital (Guernsey) Limited, l'associé unique de la Société, a transféré la totalité des 12.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Fairfield L.P., une limited partnership, constituée et régie selon les lois de Guernsey, immatriculée auprès du Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey sous le numéro 2042, ayant son siège social à l'adresse suivante: PO Box 255, Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL.

Les parts de la Société sont désormais réparties comme suit:

Fairfield L.P. 12.500 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Fairfield 1 S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2014056524/20.

(140064820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

E-SEN S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 675, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 108.701.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056494/10.

(140065192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Eurobank Fund Management Company (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 115.125.

Extrait des résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société du 29 novembre 2013.

Le conseil d'administration a pris acte de la démission de Monsieur Konstantinos Morianos de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 29 novembre 2013 et a décidé de coopter Monsieur Ioannis Kontopoulos en qualité de nouvel administrateur de la Société, demeurant professionnellement 10 Stadiou, 10564 Athènes, Grèce, en remplacement de Monsieur Konstantinos Morianos avec effet au 29 novembre 2013, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Eurobank Fund Management Company (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014056501/14.

(140065236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Edmund Frette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 82.710.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 119.472.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 1^{er} avril 2014

L'associé unique a décidé de révoqué Monsieur Laurence FRANKLIN de son mandat de gérant de catégorie A.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 avril 2014.

Référence de publication: 2014056508/12.

(140065350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

First State European Diversified Infrastructure German Feeder Fund SCA, SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 135.151.

EXTRAIT

Le conseil de gérance de First State European Diversified Infrastructure S.à.r.l. agissant en qualité d'associé gérant commandité du Fonds tenu le 19 décembre 2008 a décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en sa qualité de réviseur d'entreprises agréé du Fonds pour une durée de cinq ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 15 avril 2014.

Pour First State European Diversified Infrastructure German Feeder Fund SCA, SICAV-FIS

Société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé - Société en commandite par actions

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014056527/18.

(140064894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

EG Energy, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8323 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 161.218.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056509/10.

(140065178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

EGI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.827.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 décembre 2013.

Référence de publication: 2014056511/11.

(140064838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

EGS Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.521.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056512/10.

(140065105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ernst & Young Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 88.019.

EXTRAIT

La liste des signataires autorisés au 10 février 2014 de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/04/2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014056516/14.

(140064903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Esperao S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 26, rue Marie-Adelaïde.

R.C.S. Luxembourg B 167.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056518/9.

(140065166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Empebe S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 47.436.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 18 avril 2014 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Nathalie GAUTIER, Administrateur, Master Administration des Entreprises, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Madame Stéphanie GRISIUS, Administrateur, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;

- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur-Président, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

L'assemblée générale du 18 avril 2014 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 18 avril 2014.

Pour *EMPEBE S.A.-SPF*

Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial

Référence de publication: 2014056514/22.

(140065053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Ernst & Young Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 69.847.

EXTRAIT

La liste des signataires autorisés au 10 février 2014 de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/04/2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014056517/14.

(140064901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Finestra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 55.719.

Par décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 15 avril 2014 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2016:

- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur, Administrateur-Délégué et Président;

- Jean-Marie POOS, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur et Administrateur-Délégué;

- FIDESCO S.A., 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, l'assemblée a nommé comme représentante permanente de FIDESCO S.A., Madame Evelyne GUILLAUME 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg;

- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014056544/18.

(140065269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

EPF Acquisition Co 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.512.

Extrait des résolutions écrites des Associés en date du 18 avril 2014

En date du 18 avril 2014, l'Associé unique de la société EPF Acquisition Co 17 S.à r.l. a prit les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter les démissions, avec effet immédiat de Monsieur Jason Stramel de son poste de gérant de classe A, Monsieur Matthias Prochaska de son poste de gérant de classe B, Monsieur Carlo Heck de son poste de gérant de classe B et de Monsieur Frédéric Collin de son poste de gérant de classe B.

2. L'Associé unique décide de changer la classe du gérant Monsieur Jean-Christophe Gladek actuellement gérant de classe A en gérant de classe B.

3. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Guillaume Destruel, né le 28 avril 1973 à Paris (France), demeurant professionnellement au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant de classe A.

4. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Jérôme Léon, né le 15 juin 1981 à Brest (France), demeurant professionnellement au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056515/22.

(140064744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

EGS Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.521.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014056513/10.

(140065123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Fibart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 100.742.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 avril 2014, enregistré à Luxembourg A.C., 11 avril 2014, LAC/2014/17396.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la Société Anonyme «FIBART S.A.», ayant son siège social à L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 30 avril 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 689 du 6 juillet 2004, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 3 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2317 du 16 octobre 2007.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 mars 2014, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans à L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014056539/22.

(140064819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.

Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Mondercange, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4393 Pontpierre, 6A, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg F 9.925.

STATUTEN

Am 03.02.2014 wird zwischen den Unterzeichneten:
Luc Thinnes, 12.10.1981, Gemeinde Arbeiter, Luxemburger, wohnhaft in Monnerich;
Frédéric Stringaro, 07.03.1985, Polizist, Luxemburger, wohnhaft in Monnerich;
Nicolas Stringaro 29.12.1990, Berufsfeuerwehrmann, Luxemburger, wohnhaft in Monnerich;
Annick Baustert, 19.08.1987, Bauingenieur, Luxemburgerin, wohnhaft in Monnerich;
Jacqueline Dengler, 07.02.1983, ATM Labo, Luxemburgerin, wohnhaft in Bergem;
Christophe Fumanti, 19.06.1990, Student, Luxemburger, wohnhaft in Monnerich
und allen später eintretenden Personen eine Vereinigung ohne Gewinnzweck gegründet, welche dem Gesetz vom 21. April 1928 sowie den gegenwärtigen Statuten unterliegt.

Kapitel I. Name, Sitz, Dauer, Aufgabe

Art. 1. Name. Die Vereinigung trägt den Namen "Corps des Sapeurs-Pompiers Volontaires Mondercange" -association sans But lucratif- oder "Freiwillige Feuerwehr Monnerich" -Vereinigsssung ohne Gewinnzweck- oder "Fraiwelleg Pompjeeën Monnerëch" -Vereenegung ouni Gewinnzweck". Die Vereinigung wird im folgenden Text als SPM a.s.b.l. bezeichnet.

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Vereinigung befindet sich im Feuerwehrlokal der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich.

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt.

Art. 4. Aufgabe. Die SPM a.s.b.l. hat sich folgenden Aufgaben gestellt:

- Unterstützung und Förderung der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich
- Finanzielle Unterstützung der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich.
- Förderung des Teamgeistes der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich
- Entlastung der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich im Rahmen der Öffentlichkeitsarbeit
- Rahmen bieten um Veteranen, inaktive und aktive Mitglieder der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich zusammen zu führen.

Die Vereinigung, ist politisch und ideologisch neutral.

Kapitel II. Mitglieder

Art. 5. Zusammensetzung der SPM a.s.b.l. Die SPM a.s.b.l. besteht aus:

- Jugendfeuerwehrmitgliedern;
- Aktiven Mitgliedern;
- Aktiven unterstützenden Mitgliedern;
- Inaktiven Mitgliedern;
- Ehrenmitgliedern.

Die Anzahl der Mitglieder ist unbegrenzt, darf jedoch nie weniger als neun (9) betragen, sonst erfolgt die Auflösung der SPM a.s.b.l..

Art. 6. Jugendfeuerwehrmitglieder.

6.1 Begriffsbestimmung:

Jugendfeuerwehrmitglieder sind Jugendliche zwischen dem achten (8) und dem sechzehnten (16) Lebensjahr.

Jugendfeuerwehrmitglieder brauchen eine schriftliche Einverständniserklärung des Erziehungsberechtigten.

Die Jugendfeuerwehrmitglieder sowie die Sektion der Jugendfeuerwehr obliegen den Statuten des nationalen Jugendfeuerwehrausschusses.

6.2 Verpflichtungen:

Jedes Jugendfeuerwehrmitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtungen, welche ihm in den Statuten des nationalen Feuerwehrausschusses übermittelt werden.

Art. 7. aktive Mitglieder.

7.1 Begriffsbestimmung:

Aktive Mitglieder sind diejenigen Mitglieder welche aktiv am Geschehen der SPM a.s.b.l. teilnehmen, sowie krankheitsbedingte inaktive Mitglieder (laut internem Règlement der SPM), bis zum Erreichen der Altersgrenze von 65. Jahren. Veteranen, d.h. Mitglieder welche das Alter von 65 Jahren erreicht haben, zählen zu den inaktiven Mitgliedern.

7.2 Verpflichtungen:

Jedes aktive Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten der SPM a.s.b.l., des internen Reglements der freiwilligen Feuerwehr Monnerich sowie der Gesetze und Reglementen der Administration des Services des Secours gegebenen Anordnungen genau zu befolgen.
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten zu wahren sowie Kameradschaft innerhalb der Mannschaft zu respektieren.
- aktiv an den Veranstaltungen die durch die SPM a.s.b.l organisiert werden teilzunehmen.
- aktiv am Ansehen und Gedeihen der Wehr teilzunehmen.
- An den durch die Gemeinde organisierte Festivitäten teilzunehmen.

7.3 Verschiedenes zum aktiven Mitglied:

Alle aktiven Mitglieder sind stimmberechtigt und dürfen sich für Posten innerhalb des Vorstandes der SPM a.s.b.l. aufsetzen.

Bei nichtbeachten der Verpflichtungen unter 7.2 tritt Artikel 12 in Kraft.

Art. 8. Aktive Unterstützende Mitglieder.

8.1 Begriffsbestimmung:

Aktive unterstützende Mitglieder sind diejenigen Mitglieder welche aktiv am Geschehen der SPM a.s.b.l. teilnehmen. Sie sind jedoch nicht Mitglied der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich.

Sie müssen wenigstens 18 Jahre alt sein. Aktive unterstützende Mitglieder werden beim Erreichen der Altersgrenze von 65. Jahren automatisch zu inaktiven Mitgliedern.

8.2 Verpflichtungen:

Jedes aktive unterstützende Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung:

- die im Rahmen der Statuten der SPM a.s.b.l. gegebenen Anordnungen genau zu befolgen.
- Disziplin und Gehorsam gegenüber den Vorgesetzten zu wahren sowie Kameradschaft innerhalb des Vereins zu respektieren.
- aktiv an den Veranstaltungen die durch die SPM a.s.b.l organisiert werden teilzunehmen.
- aktiv am Ansehen und Gedeihen des Vereins teilzunehmen.

8.3 Verschiedenes zum aktiven unterstützenden Mitglied:

Alle aktive unterstützende Mitglieder sind stimmberechtigt. Sie können sich für Posten innerhalb des Vorstandes der SPM a.s.b.l. aufstellen.

Bei nichtbeachten der Verpflichtungen unter 8.2 tritt Artikel 12 in Kraft.

Aktive unterstützende Mitglieder werden zu allen Aktivitäten der SPM a.s.b.l. eingeladen.

Art. 9. inaktive Mitglieder.

9.1 Begriffsbestimmung:

Inaktive Mitglieder sind diejenigen Mitglieder welche nicht mehr aktive am Geschehen der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich sowie der SPM a.s.b.l teilnehmen können oder wollen. Inaktives Mitglied kann man jedoch nur werden wenn man wenigsten 20 Jahre aktives Mitglied gewesen ist. Veteranen werden altersbedingt zu inaktiven Mitglieder.

9.2 Verpflichtungen:

Inaktive Mitglieder besitzen keine Verpflichtungen. Sie sind jedoch aufgefordert jährlich ihren Mitgliedsbeitrag bis spätestens einen Monat nach der Generalversammlung an die Vereinigung zu überweisen. Veteranen welche den Status des aktiven Mitglieds oder des aktiven unterstützenden Mitglieds, bis zum Erreichen der Altersgrenze, besaßen, ihn jedoch altersbedingt aufgeben müssen, sind von dieser Verpflichtung ausgeschlossen

9.3 Verschiedenes zum inaktiven Mitglied:

Inaktive Mitglieder sind nicht mehr stimmberechtigt und dürfen sich für keinen Posten innerhalb der SPM a.s.b.l. aufsetzen.

Art. 10. Ehrenmitglieder. Ehrenmitglied kann jeder werden, der zur Förderung und Unterstützung der Wehr den hierzu vorgeschriebenen Jahresbeitrag leistet. Ehrenmitglieder sind nicht stimmberechtigt und werden nicht zu den SPM a.s.b.l internen Veranstaltungen eingeladen.

Art. 11. Mitgliedsbeiträge. Jugendfeuerwehrmitglieder: es werden keine Mitgliedsbeiträge erstellt.

Aktive und unterstützende Mitglieder: es werden keine Mitgliedsbeiträge erstellt.

Inaktive Mitglieder: die Beiträge werden in der Generalversammlung festgelegt.

Ehrenmitglieder: die Beiträge werden in der Generalversammlung festgelegt.

Veteranen: es werden keine Mitgliedsbeiträge erstellt.

Art. 12. Verstöße. Bei Verstößen gegen die Statuten der SPM a.s.b.l. können folgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a. Verweis vor den Präsidenten;
- b. Verweis vor den Vorstand;
- c. Suspendierung durch den Vorstand;
- d. Ausschluss durch den Vorstand;

Die Ordnungsmassnahme wird dem Mitglied schriftlich mitgeteilt. Gegen die Ordnungsmaßnahmen steht jedem Mitglied das Recht auf Beschwerde zu. Diese muss spätestens 7 Tage nach Erhalt der schriftlichen Mitteilung, schriftlich beim Präsidenten eingebracht werden. Die anschließende Entscheidung des Vorstandes wird dem Beschwerdeführer schriftlich mitgeteilt.

Art. 13. Erlöschen der Mitgliedschaft. Die Mitgliedschaft erlischt durch:

- Tod;
- Freiwilligen Austritt;
- Ausschluss durch den Vorstand

Bei Ausschluss aus der SPM a.s.b.l. ist jeder zur Verfügung gestellter Besitz der SPM a.s.b.l. spätestens 30 Tage nach Erhalt einer schriftlichen Zurückforderung beim Präsidenten abzuliefern. Fehlendes oder Beschädigtes ist zu ersetzen, wenn nötig durch das Bezahlen der Neuanschaffungssumme. Bei verstorbenen Mitgliedern kommen die legalen Erben diesen Verpflichtungen nach. In jedem Fall behält die SPM a.s.b.l. sich gerichtliche Schritte zur Zurückerlangung ihres Eigentums vor.

Kapitel III. Der Vorstand

Die Führung der SPM a.s.b.l. obliegt dem Vorstand.

Art. 14. Zusammensetzung. Der Vorstand besteht maximal aus 9 Personen und minimal aus 6 Personen. Besteht der Vorstand aus einer geraden Anzahl an Personen so besitzt der Präsident zwei Stimmen.

Der Vorstand setzt sich wie folgt zusammen:

- einem Präsidenten,
- einem beigeordnete Präsidenten,
- einem Schriftführer,
- einem Kassierer,
- einem Jugendleiter,
- ein oder mehreren Mannschaftvertreter(n).

Art. 15. Aufgaben. Der Vorstand hat folgende Aufgaben:

- Geschäftsführung der Vereinigung.
- Aufnahme und/oder Ausschluss von Mitgliedern.
- Vorbereitung und Einberufung der Mitgliederversammlungen und Generalversammlungen sowie Festsetzung der Tagesordnungen.
- Organisation von Festen.
- Organisation von Aktivitäten die den Gruppenzusammenhalt stärken; Teambuilding
- Verwaltung der Vereinskasse.
- Finanzielle Unterstützung durch die Vereinskasse von Projekten welche von der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich vorgeschlagen werden.

Art. 16. Sitzungen und Beschlussfähigkeit. Der Vorstand trifft sooft zusammen, wie es die Belange des Vereins erfordern, jedoch wenigstens drei (3) Mal im Jahr sowie auf Einberufung durch den Präsidenten oder falls 1/3 des Vorstandes dies wünscht.

Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn wenigstens 1/3 seiner Mitglieder anwesend sind. Sind in einer Sitzung nicht genügend Mitglieder zur Beschlussfähigkeit anwesend, so wird eine neue Sitzung mit derselben Tagesordnung einberufen, welche dann ohne Rücksicht auf die Zahl der Anwesenden beschlussfähig ist.

Bei Stimmgleichheit besitzt der Präsident oder bei seiner Abwesenheit sein Stellvertreter zwei (2) Stimmen.

Art. 17. Der Präsident..Aufgaben. Der Präsident wird nicht durch die SPM a.s.b.l. gewählt. Der Wehrleiter der freiwilligen Feuerwehr Monnerich erfüllt automatisch diesen Posten.

- Führung der Vereinigung.
- Wahrer der Disziplin und hat nach bestem Wissen und Können das Auftreten und Gedeihen des Vereins zu sichern.
- Er hat das Recht Sitzungen einzuberufen.
- Er leitet die Sitzungen des Vorstandes, die Mannschaftsversammlungen und die Generalversammlung.

- Die Beurkundung der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke in Zusammenarbeit mit dem Sekretär. Sämtliche Berichte werden 10 Jahre archiviert.
- Die Anweisung zur Bezahlung von Rechnungen.
- Die Leitung der alltäglichen Geschäfte der Vereinigung.

Art. 18. Der beigeordnete Präsident - Aufgaben. Der beigeordnete Präsident wird nicht durch die SPM a.s.b.l. gewählt. Der Stellvertretende Wehrleiter der freiwilligen Feuerwehr Monnerich erfüllt automatisch diesen Posten.

Der beigeordnete Präsident unterstützt den Präsidenten bei der Ausführung seiner Mission und ersetzt ihn bei Abwesenheit.

Art. 19. Der Schriftführer - Aufgaben.

- Berichte der Generalversammlungen verfassen.
- Berichte der Vorstandssitzungen verfassen.
- Einladungen zu den Generalversammlungen sowie den Mitgliederversammlungen verfassen.
- Briefe verfassen.
- Dem Vorstand der Freiwilligen Feuerwehr Monnerich bei sämtlichen Aufgaben betreffend administrativer Aufgaben behilflich sein.

Die Wahl des Kassierers und des Sekretärs erfolgen immer in verschränkter Reihenfolge. Die Mandatsdauer des Schriftführers sowie des Kassierers beträgt 4 Jahre.

Art. 20. Der Kassierer - Aufgaben.

- Der Kassierer führt Buch über die Einnahmen und Ausgaben der SPM a.s.b.l..
- Er hält Kassen- und Kontenbuch dem Vorstand zu jeder Zeit zur Verfügung.
- Begleicht Rechnungen.
- Er legt am Ende eines jeden Geschäftsjahres dem Vorstand und der Versammlung einen Vermögensabschluss vor, welcher vorher von drei (3) Kassenrevisoren geprüft worden ist. Ein Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Nach Prüfung des Vermögensabschlusses durch die Kassenrevisoren und den Vorstand erhält der Kassierer von der Mitgliederversammlung Entlastung.
- Er erstellt ein Budget für das jeweilige kommende Geschäftsjahr.

Art. 21. Der Jugendleiter- Aufgaben. Die Funktion des Jugendleiters wird im Reglement der „Letzebuerger Jugendpompjeeen“ genauer beschrieben. Der Jugendleiter wird nicht in einer Versammlung der SPM a.s.b.l. gewählt. Dieser Posten wird durch die Freiwillige Feuerwehr Monnerich gewählt.

Infolge dieser Wahlen ist der Jugendleiter automatisch Mitglied des Vorstandes der SPM a.s.b.l.

- Die Jugend in tätiger Nächstenhilfe erziehen.
- Das Gemeinschaftsleben und die Solidarität zu pflegen und zu fördern.
- Für den Nachwuchs und den Fortbestand des Luxemburger Feuerwehr- und Rettungswesens sorgen.
- Praktische und theoretische Ausbildung der Jugendsektion um sie auf die spätere Tätigkeit in der Feuerwehr vorzubereiten.
- Vermittlung von Allgemeinbildung sowie Freizeitgestaltung.. Werbung um neue Mitglieder.
- Motivation der Jugendsektion.

Art. 22. Die Mannschaftsvertreter - Aufgaben. Es können mehrere Mannschaftsvertreter im Vorstand sein. Die Mandatsdauer beträgt 4 Jahre.

- Er ist das Bindeglied zwischen Mannschaft der SPM und der SPM a.s.b.l.
- Der vermittelt dem Vorstand Beanstandungen und Verbesserungsvorschläge sowie sonstige Anliegen der Mannschaft.
- Er vertritt die Interessen der Mitglieder der SPM und der SPM a.s.b.l. im Vorstand.
- Er plant Aktivitäten (wenigstens 3 x jährlich) welche zur Teamstärkung beitragen.

Art. 23. Wahlen des Schriftführers, des Kassierers und der Mannschaftsvertreter.

- Folgende Posten werden in der Mitgliederversammlung gewählt: der Schriftführer, der Kassierer, die Mannschaftsvertreter und die Kassenrevisoren
- Die Wahl zwischen dem Schriftführer und dem Kassierer erfolgt in verschränkter Reihenfolge.
- Wird das Amt vor Ablauf der Amtszeit beendet, so wird die Amtszeit durch den Nachfolger abgeschlossen.
- Die Wahl erfolgt in einer Mitgliederversammlung durch die aktiven Mitglieder der SPM a.s.b.l.
- Abstimmungen erfolgen in geheimer Wahl.
- Bei Stimmgleichheit entscheidet das Dienstalter der Kandidaten.
- Es besteht die Möglichkeit mit JA zu wählen oder sich der Wahl zu enthalten.
- Es sind maximal so viel Stimmen zu vergeben, wie Posten zu wählen sind. Pro Kandidat ist nur eine Stimme zu vergeben.

- Ist pro zu besetzendem Posten nur eine Kandidatur eingegangen, so muss dieser wenigstens 50% der Ja-Stimmen aller anwesenden Wahlberechtigten erhalten.
- Stehen für einen Posten mehrere Kandidaten zur Wahl, so muss der Kandidat mindestens so viele Stimmen erhalten wie das Verhältnis zwischen den anwesenden Wahlberechtigten und den Kandidaten (anwesende Wahlberechtigte geteilt durch Kandidaten)
- Kandidaturen für den Posten müssen mindestens acht (8) Tage (Datum des Poststempels zählt) vor der Mitgliederversammlung, welche die Wahlgeschäfte erledigt, schriftlich an den Chef du Service d'Incendie et de Sauvetage eingereicht werden.
- Briefwahl ist erlaubt. Mitglieder welche Briefwahl getätigt haben, werden als anwesend bei den Wahlen gezählt.
- Wahl durch Proklamation ist nicht erlaubt.
- Eine Person darf keine zwei Posten bekleiden.
- Beim Nichterfüllen der Pflichten kann die Person seines Posten durch 2/3 Stimmenmehrheit der Mitgliederversammlung, seines Postens entoben werden.
- Aktive als auch aktive unterstützende Mitglieder können sich für die Posten melden.
- Austretende und wieder wählbare Vorstandsmitglieder müssen Ihre Kandidatur nicht erneut stellen.
- Die Kandidaten müssen volljährig sein.

Art. 24. Die Kassenrevisoren - Wahl und Aufgaben.

a) Wahl:

- 1) Die drei (3) Kassenrevisoren werden in der jeweils vorhergehenden Mitgliederversammlung mit Stimmenmehrheit durch die aktive Dienstmannschaft als auch durch die aktive unterstützende Mannschaft für eine Dauer von 4 Jahren gewählt.
- 2) Sie dürfen nicht Mitglied im Vorstand sein.
- 3) Sie müssen aktive dienstleistende oder unterstützende Mitglieder sein.

b) Aufgaben:

Die drei (3) Kassenrevisoren überprüfen den vom Kassierer ausgearbeiteten Vermögensabschluss am Ende eines jeden Geschäftsjahres.

Art. 25. Die Generalversammlungen und Mitgliederversammlungen.

- a) Die Mitgliederversammlungen werden je nach Bedarf, wenigstens jedoch einmal pro Jahr einberufen. In der letzten Mitgliederversammlung vor der Generalversammlung werden sämtliche Wahlgeschäfte erledigt.
- b) Die Generalversammlung findet im ersten Quartal eines jeden Jahres statt.
- c) Sowohl die Mitglieder- als auch die Generalversammlungen müssen 21 Tage im Voraus schriftlich mitsamt Tagesordnung an alle aktiven und inaktiven schriftlich versendet werden.
- d) Die General- und Mitgliederversammlungen werden vom Präsidenten geleitet.
- e) Die Versammlungen sind beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der aktiven und unterstützenden Mitglieder anwesend ist. Sind in einer Versammlung nicht genügend Mitglieder zur Beschlussfähigkeit anwesend, so wird innerhalb von 30 Tagen eine neue Versammlung mit gleicher Tagesordnung einberufen, welche dann ohne Rücksicht auf die Zahl der Anwesenden beschlussfähig ist.
- h) Die Ausschreibungen für sämtliche Posten muss schriftlich an alle Mitglieder übergeben werden.
- l) Änderungen der Statuten können nur mit einer 2/3 Stimmenmehrheit der Generalversammlung vorgenommen werden soweit diese Änderungen auf der Tagesordnung der Generalversammlung eigens erwähnt wurden. Anträge zwecks Änderung der Statuten müssen wenigstens 7 Tage vor der Generalversammlung schriftlich an den Verwaltungsrat eingereicht werden.
- m) Eine außergewöhnliche Generalversammlung kann jederzeit vom Präsidenten einberufen werden oder aber wenn wenigstens die Hälfte plus eins (1) der Mitglieder dies schriftlich unter Angaben von Gründen verlangen.
- n) Es dürfen nicht mehr als zwei Familienmitglieder ersten oder zweiten Grades im Vorstand vertreten sein.

Art. 26. Aufgaben der Generalversammlungen.

- a. Wahl der Vorstandsmitglieder (falls erforderlich),
- b. Tätigkeitsbericht,
- c. Kassenbericht,
- d. Bericht der Kassenrevisoren
- e. Wahl der Kassenrevisoren,
- f. Vorstellung des Budgets,
- g. Festlegung der Mitgliedsbeiträge für inaktive Mitglieder,
- h. Festlegung der Mitgliedsbeiträge für Ehrenmitglieder,
- i. Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge,

j. gegebenenfalls Statutenänderungen.

Art. 27. Budget. Der Vorstand ist nur berechtigt den im Budget vorgesehen Geldbetrag pro Budgetartikel auszugeben. Sollte ein Budgetartikel um 1500 Euros überschritten werden so muss dies im Vorstand durch wenigstens Stimmengleichheit angenommen werden. Budgetüberschreitungen von mehr als 3000 Euros müssen in einer Mannschaftsversammlung durch Stimmenmehrheit beschlossen werden.

Art. 28. Auflösung der SPM a.s.b.l.

a) Die Generalversammlung kann die Auflösung der Vereinigung nur dann beschließen, wenn 2/3 der Mitglieder anwesend sind. Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so muss eine zweite Versammlung einberufen werden, welche beschlussfähig ist, unabhängig von der dann anwesenden Zahl an Mitgliedern.

b) Die Auflösung der Vereinigung erfolgt nur, wenn dieselbe mit einer 2/3 Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder beschlossen wird.

c) Bei der Auflösung der Vereinigung verfällt das gesamte Vermögen und Eigentum an die Gemeindeverwaltung der Gemeinde Monnerich mit dem Auftrag, derselben einen neuen Vereinigung, welche dieselben Ziele verfolgt, zu übergeben.

Art. 29. Haftung. Der Vorstand übernimmt keine Haftung für eventuell bei Veranstaltungen erlittene Schäden.

Schadensansprüche können nur nach den geltenden gesetzlichen oder reglementarische Regeln gestellt werden.

Art. 30. Unvorhergesehenes. Für alle in den gegenwärtigen Statuten nicht ausdrücklich vorgesehenen Fälle gelten die allgemeinen Bestimmungen des Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck.

Der Vorstand kann zu jedem Zeitpunkt einen „internes Vermerk“ verfassen. Dieses ist rechtskräftig ab dem Erstellungsdatum und wird bei der nächsten Statutenänderung in die Statuten übernommen.

Art. 31. Übergangsregierung. Die Gründungsmitglieder übernehmen folgende Posten bis zur Neuwahl. Präsident und stellvertretender Präsident werden durch die Gemeindeverwaltung bestimmt.

Desweiteren:

Nicolas Stringaro: Schriftführer ab Gründungsversammlung für eine Dauer von 2 Jahren

Annick Baustert: Kassiererin ab Gründungsversammlung für eine Dauer von 4 Jahren

Christophe Fumanti: Mannschaftsvertreter ab Gründungsversammlung für eine Dauer von 2 Jahren.

Die Unterzeichneten bestätigen hiermit, dass die vorliegende Satzung in dieser Form, in der Gründungsversammlung vom 03.02.2014 vorgestellt wurden und von dieser genehmigt wurden.

Référence de publication: 2014055197/294.

(140063149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Cerigo Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.906.665,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 144.017.

In the year two thousand and thirteen, the thirty-first day of January.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Cerigo Développement S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 144.017 (the Company). The Company has been incorporated on October 29, 2008 pursuant to a deed of Mr Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, number 234, dated February 3, 2009. The articles of association have been modified for the last time pursuant to a deed of Me Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, dated August 3, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2218, dated September 6, 2012.

There appeared:

1) The Bregal Fund III L.P., a company incorporated under the laws of Jersey whose registered address is Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey, JE2 3BQ,

here represented by Solange Wolter, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney;

2) Bregal Capital General Partners III Jersey Limited, a company registered in Jersey with registered number 84647 having its registered office at 2nd Floor, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3BQ.

here represented by Solange Wolter, prenamed, by virtue of a power of attorney;

3) Hamsard 3226 Limited a company incorporated under the laws of England and Wales whose registered address is Nuffield House, 41 to 46 Piccadilly, London W1J 0DS with registered number 7359754,

here represented by Solange Wolter, prenamed, by virtue of a power of attorney.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

I. That the shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notices.

2. Approval of the redemption and cancellation of 863 A Shares, 1 B Share, 863 C Shares, 1 D Share, 1 E Share, 1 F Share, 1 G Share, 1 H Share, 1 I Share and 681 J Shares held by Hamsard 3226 Limited (the Redeemed Shares), having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

3. Subsequent amendment of article 5.1. of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the redemption of shares adopted under item 2.;

4. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff and any employee of MAS Luxembourg, S.à r.l to proceed on behalf of the Company to the cancellation of Redeemed Shares;

5. Miscellaneous

III. that the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the partners represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to approve the redemption of 863 A Shares, 1 B Share, 863 C Shares, 1 D Share, 1 E Share, 1 F Share, 1 G Share, 1 H Share, 1 I Share and 681 J Shares held by Hamsard 3226 Limited (the Redeemed Shares), having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the Share Redemption).

The Meeting acknowledges that the Share Redemption does not have the effect of reducing the net assets below the aggregate of the subscribed capital and the non distributable reserves of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to cancel hereby the Redeemed Shares. Subsequently, the subscribed capital is reduced by an amount of EUR 2,414 (two thousand four hundred fourteen euro) and is brought from its present amount of EUR 6,909,079 (six million nine hundred nine thousand seventy-nine euro) to EUR 6,906,665 (six million nine hundred six thousand six hundred sixty-five euro) represented by (i) 10,969 ordinary shares of class A (the A Shares), (ii) 12,499 ordinary shares of class B (the B Shares), (iii) 10,969 ordinary shares of class C (the C Shares), (iv) 12,499 ordinary shares of class D (the D Shares), (v) 12,499 ordinary shares of class E (the E Shares), (vi) 12,499 ordinary shares of class F (the F Shares), (vii) 12,499 ordinary shares of class G (the G Shares), (viii) 12,499 ordinary shares of class H (the H Shares), (ix) 12,499 ordinary shares of class I (the I Shares), and (x) 6,797,234 ordinary shares of class J (the J Shares) having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 5.1. of the Articles in order to reflect the above resolutions so that it reads henceforth as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is set at EUR 6,906,665 (six million nine hundred six thousand six hundred sixty-five euro) represented by:

- (i) 10,969 ordinary shares of class A (the A Shares),
- (ii) 12,499 ordinary shares of class B (the B Shares),
- (iii) 10,969 ordinary shares of class C (the C Shares),
- (iv) 12,499 ordinary shares of class D (the D Shares),
- (v) 12,499 ordinary shares of class E (the E Shares),
- (vi) 12,499 ordinary shares of class F (the F Shares),
- (vii) 12,499 ordinary shares of class G (the G Shares),
- (viii) 12,499 ordinary shares of class H (the H Shares),
- (ix) 12,499 ordinary shares of class I (the I Shares), and

(x) 6,797,234 ordinary shares of class J (the J Shares).

The A Shares, the B Shares, the C Shares, the D Shares, the E Shares, the F Shares, the G shares, the H shares, the I shares and the J Shares are collectively referred to as the Shares and individually a Share.

All the Shares are in registered form, with a nominal value of EUR 1 (one euro) each, subscribed and fully paid-up.”

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, any lawyer or employee of Loyens & Loeff and any employee of MAS Luxembourg, S.à r.l to proceed on behalf of the Company to the registration of the Redeemed Shares.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately 2,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Cerigo Développement S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.017 (la Société). La Société a été constituée le 29 octobre 2008 par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 234 du 3 février 2009. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 3 août 2011 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2218 du 6 septembre 2012.

Ont comparu:

1) The Bregal Fund III L.P., ayant son siège social au Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey, JE2 3BQ,

représentée par Solange Wolter, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration,

2) Bregal Capital General Partners III Jersey Limited, ayant son siège social au 2nd Floor, Windward House, La Route de la Liberation, St Helier, Jersey JE2 3BQ, enregistrée sous le numéro 84647,

représentée par Solange Wolter, prénommée, en vertu d'une procuration,

3) Hamsard 3226 Limited, une société constituée selon le droit d'Angleterre et du Pays de Galles ayant son siège social au Nuffield House, 41 to 46 Piccadilly, London W1J 0DS, enregistrée sous le numéro 7359754,

représentée par Solange Wolter, prénommée en vertu d'une procuration,

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement

Les associés ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Que les associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux convocations d'usage;

2. Approbation du remboursement et de l'annulation de 863 Parts Sociales A, 1 Part Sociale B, 863 Parts Sociales C, 1 Part Sociale D, 1 Part Sociale E, 1 Part Sociale F, 1 Part Sociale G, 1 Part Sociale H, 1 Part Sociale I et 681 Parts Sociales J détenues par Hamsard 3226 Limited (les Parts Remboursées) ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune;

3. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter le remboursement des parts sociales spécifié au point 2.

4. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé de Loyens & Loeff et à tout employé de MAS Luxembourg, S.à r.l de procéder au nom de la Société à l'enregistrement de l'annulation des Parts Remboursées;

5. Divers.

III. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'entièreté du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les associés représentés se considérant dûment convoqués et déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le remboursement de 863 Parts Sociales A, 1 Part Sociale B, 863 Parts Sociales C, 1 Part Sociale D, 1 Part Sociale E, 1 Part Sociale F, 1 Part Sociale G, 1 Part Sociale H, 1 Part Sociale I et 681 Parts Sociales J détenues par Hamsard 3226 Limited (les Parts Remboursées) ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune (le Remboursement des Parts).

L'Assemblée reconnaît que le Remboursement des Parts n'a pas pour effet de réduire les actifs nets en deçà du total du capital souscrit et des réserves non distribuables de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'annuler les Parts Remboursées. En conséquence, le capital souscrit est réduit d'un montant de EUR 2.414 (deux mille quatre cent quatorze euros) et est porté de son montant actuel de EUR 6.909.079 (six millions neuf cent neuf mille quatre soixante-dix-neuf euros) à EUR 6.906.665 (six millions neuf cent six mille six cent soixante-cinq euros) représenté par (i) 10.969 parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales A), (ii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe B (les Parts Sociales B), (iii) 10.969 parts sociales ordinaires de classe C (les Parts Sociales C), (iv) 12.499 parts sociales ordinaires de classe D (les Parts Sociales D), (v) 12.499 parts sociales ordinaires de classe E (les Parts Sociales E), (vi) 12.499 parts sociales ordinaires de classe F (les Parts Sociales F), (vii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe G (les Parts Sociales G), (viii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe H (les Parts Sociales H), (ix) 12.499 parts sociales ordinaires de classe I (les Parts Sociales I), (x) 6.797.234 parts sociales ordinaires de classe J (les Parts Sociales J) ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1. des Statuts afin de refléter la résolution ci-dessus de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à 6.906.665 (six millions neuf cent six mille six cent soixante-cinq euros), représenté par:

- (i) 10.969 parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales A),
- (ii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe B (les Parts Sociales B),
- (iii) 10.969 parts sociales ordinaires de classe C (les Parts Sociales C),
- (iv) 12.499 parts sociales ordinaires de classe D (les Parts Sociales D),
- (v) 12.499 parts sociales ordinaires de classe E (les Parts Sociales E),
- (vi) 12.499 parts sociales ordinaires de classe F (les Parts Sociales F),
- (vii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe G (les Parts Sociales G),
- (viii) 12.499 parts sociales ordinaires de classe H (les Parts Sociales H),
- (ix) 12.499 parts sociales ordinaires de classe I (les Parts Sociales I),
- (x) 6.797.234 parts sociales ordinaires de classe J (les Parts Sociales J).

Les Parts Sociales A, les Parts Sociales B, les Parts Sociales C, les Parts Sociales D, les Parts Sociales E, les Parts Sociales F, les Parts Sociales G, les Parts Sociales H, les Parts Sociales I et les Parts Sociales J sont désignées collectivement les Parts Sociales et individuellement une Part Sociale.

Toutes les Parts Sociales sont nominatives, d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé quel qu'il soit de Loyens & Loeff et à tout employé de MAS Luxembourg, S.à r.l afin de procéder au nom de la Société à l'enregistrement des Parts Remboursées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 2.500,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, à la requête des mêmes parties, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: S. WOLTER et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 février 2014. Relation: LAC/2014/6380. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055190/198.

(140063458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

EPIC I GP, S.à rl., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 186.222.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of March.

Before us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Castik Capital, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, here represented by its managers Mr Michael Robert Phillips, born in St. Louis, USA on 1 February 1962, residing professionally at Possart Strasse 13, 81679 Munich, Germany (class A manager), and Ms Catherine Koch, born in Sarreguemines, France, on 12 February 1965, professionally residing at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, (class B manager), represented by Dr. Christoph Diesel, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 12, 2014 which will be registered together with the present deed, after having been signed "ne varietur" by the parties and the notary.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which the appearing party wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name EPIC I GP, S.à rl. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever (e.g., including as general partner or managing general partner as the case may be from time to time) in other Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development thereof.

2.2 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities, which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices

of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company is managed by the board of managers composed of manager(s) of class A ("A Manager(s)") and manager(s) of class B ("B Manager(s)"), which need not be shareholders of the Company. Any reference made hereinafter to the "managers" shall be construed as a reference to the A Manager(s) and/or the B Manager(s), depending on the context and as applicable. The board of managers operates as a collective body in charge of the Company's management.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conferencecall or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one class A Manager and at least one class B Manager.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of at least one (1) A Manager and at least one (1) B Manager, or by the joint or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on the 31 December 2014.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Castik Capital, S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg. Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

Mr. Michael Robert Phillips, born in St. Louis, USA on 1 February 1962, residing professionally at Possart Strasse 13, 81679 Munich, Germany, and

the following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited term:

Ms Catherine Koch, born in Sarreguemines, France, on 12 February 1965, having her professional address at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am siebzehnten Tag des Monats März.

Vor uns, Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Castik Capital, S.à r.l. eine nach dem Recht von Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) ausstehend, hier vertreten durch ihre Geschäftsführer, Herrn Michael Robert Phillips, geboren in St. Louis, USA am 1. Februar 1962, mit Geschäftsadresse in Possart Strasse 13, 81679 München, Deutschland (Klasse A Manager), und Frau Catherine Koch, geboren in Sarreguemines, Frankreich, am 12. Februar 1965, berufsansässig in der 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg (Klasse B Manager), vertreten durch Dr. Christoph Diesel, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxembourg in Luxemburg, durch eine Vollmacht gegeben am 17. März 2014, welche der gegenwärtige Urkunde nach Paraphierung „ne varietur“ von den Parteien und dem Notar, beigebogen bleibt.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen EPIC GP, S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art (i.e. inklusive der Aufgabe als Komplementärin mit unbeschränkter Haftung oder geschäftsführende Komplementärin mit unbeschränkter Haftung zu handeln) an anderen luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, von diesen.

2.3 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12 500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12 500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch den Geschäftsführungsrat geleitet, dem Geschäftsführer der Klasse A („A Geschäftsführer“) und Geschäftsführer der Klasse B („B Geschäftsführer“) angehören, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen. Jede Bezugnahme hiernach auf „Geschäftsführer“ soll, entsprechend dem Kontext, als Bezug auf (einen) A Geschäftsführer und/oder (einen) B Geschäftsführer verstanden werden. Der Geschäftsführungsrat arbeitet als für die Leitung der Gesellschaft verantwortliches Kollektivorgan.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

15.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

15.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

15.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 16. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

16.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

16.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

16.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

16.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

16.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines A Geschäftsführers und mindestens eines B Geschäftsführers.

16.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

16.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 17. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers. Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 18. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines A Geschäftsführers und mindestens eines B Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 19. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

19.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

19.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

19.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

19.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

19.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Jahresabschluss und Gewinne.

21.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

21.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

21.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

21.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

21.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 22. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

22.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

22.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 24. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Castik Capital, S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

77741

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) geschätzt.

Beschlüsse des Gesellschafters

Der Gründer, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbe-
kanntmachung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxemburg. Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Klasse A Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Herr Michael Robert Phillips, geboren in St. Louis, USA am 1. Februar 1962, mit Geschäftsadresse in Possart Strasse
13, 81679 München, Deutschland, und

Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Frau Catherine Koch, geboren in Sarreguemines, Frankreich, am 12. Februar 1965, berufsansässig in 19, rue de Bitbourg,
L-1273 Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen
Partei, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen
Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und
dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und
Wohnsitz bekannt ist, hat die erschienene Partei die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: M.R. Phillips, C. Diesel et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mars 2014. LAC/2014/13813. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication
au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055265/502.

(140063602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Nazca Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 186.214.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le huit avril.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en tant que mandataire de Monsieur Philippe WASILA, dirigeant de sociétés, né le 15 février 1967 à Luxem-
bourg, demeurant professionnellement au 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée
sous seing privé en date du 19 mars 2014.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera
annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts
d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme suit:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront
le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents
statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de Nazca Management S.à r.l.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxem-
bourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, y compris, mais sans limitation, dans le capital de la
société Nazca Securitization S.C.A., une société de titrisation constituée sous la forme d'une société en commandite par

actions, et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de Nazca Securitization S.C.A ou d'autres sociétés en commandite par actions.

La Société assurera notamment l'administration, la gestion et la promotion de Nazca Securitization S.C.A et de ses avoirs. La Société peut également fournir des services de gestion à d'autres sociétés.

La Société n'exercera aucune activité industrielle et ne maintiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses co-associés.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu spécifié dans l'avis de convocation de la réunion.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et toutes les réunions du conseil de gérance mais, en son absence, les associés ou les gérants pourront nommer un autre gérant en tant que président pro tempore par vote à la majorité des présents à cette assemblée ou à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra de temps à autre nommer des fondés de pouvoirs qu'il considère nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la Société. Une telle nomination peut être révoquée à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être des gérants ou des associés de la Société. Les fondés de pouvoirs nommés, à moins que les présents Statuts n'en disposent autrement, auront les pouvoirs et les obligations qui leur seront accordés par le conseil de gérance.

L'avis de convocation aux réunions du conseil de gérance devra être transmis à tous les gérants, par écrit ou par e-mail ou par fax ou tout autre moyen électronique pouvant prouver l'existence de cet avis, au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence sont mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par e-mail ou par fax ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par e-mail ou par fax ou tout autre moyen de communication similaire pouvant prouver la nomination d'un autre membre du conseil de gérance comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer valablement que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité de vote des gérants présents ou représentés à la réunion. Dans l'hypothèse où lors d'une réunion, le nombre des votes pour et contre une résolution est égal, le président aura un vote prépondérant.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par le président du conseil.

Les réunions du conseil de gérance dûment convoquées pourront également être tenues par téléphone ou par vidéo conférence et seront sujettes aux conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus. Les résolutions prises seront validées en faisant circuler le procès-verbal et faisant signer le procès-verbal par les membres du conseil de gérance qui était dûment convoqué et tenu.

Une telle décision peut être constatée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun de ces documents étant signés par un ou plusieurs des gérants.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par e-mail ou par fax ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société est valablement représentée dans les actes, et vis-à-vis des tiers et des autorités, par chaque gérant agissant seul.

Art. 11. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire:

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les cent (100) parts sociales ont toutes été souscrites par Monsieur Philippe WASILA, prénommé, et entièrement libérées par le prédit souscripteur moyennant apport en numéraire à raison de cent pour cent (100%) de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ EUR 1.200.-.

Résolutions prises par l'associé unique:

Et aussitôt l'associé unique, représenté comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi au 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg.
- 2.- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:
Monsieur Philippe WASILA, prénommé.
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, ès-qualité, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 avril 2014. Relation: LAC/2014/17561. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 avril 2014.

Référence de publication: 2014055516/158.

(140063320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Lafayette Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 186.207.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of April.

Before the undersigned Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Rédange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Sorbitio Invest S.à r.l., a société à responsabilité limitée organized under the laws of Luxembourg, having its registered offices at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with the registry of trade and companies of Luxembourg under number B 179521,

Hereby represented by Manuel MOUGET, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 11.2 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or

otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

2.2 The Company may in particular hold interests in partnerships limited by shares (“société en commandite par actions”) and it may act as manager (“gérant commandité”) of partnerships limited by shares.

2.3 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

2.4 The Company may also enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of group companies.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

2.7 The Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Denomination. The Company will have the denomination “Lafayette Holdings S.à r.l.”.

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office is established in Luxembourg-City.

5.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

5.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole director (gérant) or in case of plurality of directors (gérants), by a decision of the board of directors (conseil de gérance).

5.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 - Subscribed Share Capital

6.1.1 The Company’s corporate capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares (parts sociales) of EUR 0.01 (one cent of a Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.1.2 At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law; In such case Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, entailing that each decision of the single shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

6.2 - Modification of Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders’ meeting, in accordance with Article 8 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

6.3 - Profit Participation

Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.4 - Indivisibility of Shares

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.5 - Transfer of Shares

6.5.1 In case of a single shareholder, the Company’s shares held by the single shareholder are freely transferable.

6.5.2 In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of Article 189 and 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Transfers of shares must be recorded by a notarial or private deed.

Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

6.6 - Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders’ register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 - Appointment and Removal

7.1.1 The Company is managed by a sole director (gérant) or more directors (gérants), who need not to be shareholders. If several directors (gérants) have been appointed, they will constitute a board of directors (conseil de gérance). The director(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

7.1.2 The director(s) (gérant(s)) is/are appointed by the general meeting of shareholders.

7.1.3 A director (gérant) may be dismissed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

7.1.4 The sole director (gérant) and each of the members of the board of directors (conseil de gérance) shall not be compensated for his/their services as director (gérant), unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders. The Company shall reimburse any director (gérant) for reasonable expenses incurred in the carrying out of his office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the board, in case of plurality of directors (gérants).

7.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), of the board of directors (conseil de gérance).

7.3 - Representation and Signatory Power

7.3.1 In dealing with third parties as well as in justice, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this Article

7.3 shall have been complied with.

7.3.2 The Company shall be bound by the sole signature of its sole director (gérant), and, in case of plurality of directors (gérants), by the joint signature of any two member of the board of directors (conseil de gérance).

7.3.3 The sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents and determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

7.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Procedures

7.4.1 The board of directors (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director (gérant) and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

7.4.2 The resolutions of the board of directors (conseil de gérance) shall be recorded in the minutes, to be signed by the chairman and the secretary (if any), and recorded in the corporate book of the Company. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, by the secretary or by any director (gérant).

7.4.3 Decisions of the sole director (gérant) shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director (gérant). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole director (gérant).

7.4.4 The board of directors (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the directors (gérants) is present or represented at the meeting of the board of directors (conseil de gérance).

7.4.5 In case of plurality of directors (gérants), resolutions shall be taken by a majority of the votes of the directors (gérants) present or represented at such meeting.

7.4.6 Any director (gérant) may act at any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by appointing in writing another director (gérant) as his proxy. A director (gérant) may also appoint another director (gérant) to represent him by phone to be confirmed at a later stage.

7.4.7 Resolutions in writing approved and signed by all directors (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the directors' (gérants) meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

7.4.8 Any and all directors (gérants) may participate in any meeting of the board of directors (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the directors (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

7.5 - Liability of Directors (gérants)

Any director (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting.

8.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

8.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

8.3 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

8.4 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 20th day of the month of October, at 2.45 p.m.

9.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - annual accounts.

11.1 - Fiscal Year

The Company's fiscal year starts on the 1st May and ends on the 30th April of the following year.

11.2 - Annual Accounts

11.2.1 At the end of each fiscal year, the sole director (gérant), or in case of plurality of directors (gérants), the board of directors (conseil de gérance) prepare an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

11.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200.

Art. 12. Distribution of profits.

12.1 The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

12.2 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

12.3 The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their shareholding in the Company.

Art. 13. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

13.1 The board of directors (conseil de gérance) may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of directors (conseil de gérance) showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

13.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 15. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 16. Modification of Articles. The Articles may be amended from time to time, and in case of plurality of shareholders, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Transitional dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 30 April 2015.

Subscription

The Articles having thus been established, the party appearing declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Subscribed amount in EUR	%
Sorbitio Invest S.à r.l., prenamed	1,250,000	12,500.-	100%
TOTAL	1,250,000	12,500.-	100%

All the shares have been paid-up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of at EUR 12,500- (twelve thousand five hundred Euro) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole shareholder

1. The Company will be administered by the following directors (gérants) appointed for an undetermined period:
 - a. Mrs. Emanuela Brero, private employee, born on 25 May 1970 in Bra (Italy) having her professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
 - b. Mr. Manuel Mouget, private employee, born on 6 January 1977 in Messancy (Belgium) having his professional address at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; and
 - c. Mr. Maxim De Vos, private employee, born on 13 October 1983 in Oostende (Belgium), having his professional address at Chaussée de la Hulpe 166, B-1150 Brussels, Belgium.
2. The registered office of the Company shall be established at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dixième jour d'avril.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, Grand-duché de Luxembourg, garde de la présente minute.

A COMPARU:

Sorbitio Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 179521,

ici représentée par Manuel MOUGET, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de procuration,

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la

«Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

2.2 La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés en commandite par actions et peut agir en tant que gérant commandité de sociétés en commandite par actions.

2.3 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

2.4 La Société peut aussi contracter toute garantie, gage ou toute autre forme de sûreté pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou d'une société du groupe.

2.5 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance aux sociétés affiliées, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

2.7 La Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «Lafayette Holdings S.à r.l.».

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi à Luxembourg - Ville.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand - Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0,01 EUR (un cent d'un euro) toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non - associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Management.

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants, qui ne sont pas nécessairement des associés. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/ leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire (le cas échéant), seront déposées dans les livres de la Société. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.3 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Tout gérant pourra agir à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son représentant. Un gérant pourra également désigner un autre gérant pour le représenter par téléphone, cela sera confirmé par écrit par la suite.

7.4.7 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

7.4.8 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conference call" via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 20^{ème} jour du mois de octobre, à 14.45.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - Exercice social

L'année sociale commence le premier mai et se termine le trente avril de l'année suivante.

11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

12.2 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à, et aussi longtemps que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

12.3 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 13. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

13.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

13.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 14. Dissolution - Liquidation.

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 16. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 30 avril 2015.

Souscription

Les Statuts ainsi établis, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit EUR	% du capital social
Sorbitio Invest S.à.r.l., préqualifiée	1.250.000	12.500	100%
TOTAL	1.250.000	12.500	100%

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 12.500,- EUR (douze mille cinq cent Euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1.300,-.

Résolutions de l'associé unique

1. La Société est administrée par les gérants suivants nommés pour une période indéterminée:

a) Madame Emanuela Brero, employée privée, née le 25 mai 1970 en Bra (Italie) ayant son adresse professionnelle à 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

b) Monsieur Manuel Mouget, employé privé, né le 6 Janvier 1977 à Messancy (Belgique), ayant son adresse professionnelle à 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et

c) Monsieur Maxim De Vos, employé privé, né le 13 octobre 1983 à Oostende (Belgique), ayant son adresse professionnelle à Chaussée de la Hulpe 166, B-1150 Bruxelles, Belgique.

2. Le siège social de la Société est établi au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la prédite partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, le prédit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. MOUGET, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 14 avril 2014. Relation: RED/2014/875. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 16 avril 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014055443/458.

(140063348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Citée Car, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Luxembourg, 1, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 163.321.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of April.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of the public limited company (société anonyme) "Citée Car", with registered office in L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen, registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), section B, number 163.321,

pursuant to a power given by the board of directors of the said company by circular resolution on March 31st, 2014.

The minutes of this meeting, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, acting in his said capacity, has required the undersigned notary to state his declarations as follows:

1.- The public limited company "Citée Car", prenamed, has been incorporated by a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on the 31st of August 2011, published in the Mémorial C number 2643 on 31st of October 2011. The articles of incorporation have been amended by a deed of:

- Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on the 31st of May 2012, published in the Mémorial C number 2277 on the 13th of September 2012.

- Maître Jean SECKLER, residing in Junglinster, on the

- 27th of September 2012, published in the Mémorial C number 2944 on the 5th of December 2012,

- 16th of January 2013, published in the Mémorial C number 889 on the 15th of April 2013,

- 11th of July 2013, published in the Mémorial C number 2451 on the 3rd of October 2013, and

- 2nd of August 2013, published in the Mémorial C number 2406 on the 30th of September 2013.

2.- The corporate capital of the company is set at two million nine hundred ninety six thousand thirty one point seventy five Euro (EUR 2,996,031.75-), represented by two hundred ninety nine million six hundred three thousand one hundred seventy five (299,603,175) class A shares (the «Class A Shares») with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

3.- Pursuant to article six (6) of the articles of incorporation, the authorized capital is fixed at seven million five hundred thousand Euro (EUR 7,500,000.-), to be represented by seven hundred fifty million (750,000,000) shares of either class.

The board of directors is authorized to increase in one or several times the subscribed capital in the limits of the authorized capital at the terms and conditions which he will fix and to suppress or limit the preferential subscription right of the existing shareholders.

4.- By circular resolution of the March 31st, 2014, the board of directors of the said company has decided to increase the capital by two million nine hundred twenty-one thousand four hundred seventy-six Euro and seventeen cents (EUR 2,921,476.17-), so as to raise the capital from its present amount of two million nine hundred ninety six thousand thirty one point seventy five Euro (EUR 2,996,031.75-), to five million nine hundred seventeen thousand five hundred seven Euro and ninety-two cents (EUR 5,917,507.92-), by the creation and issue of two hundred ninety two million one hundred forty seven thousand six hundred seventeen (292,147,617) new Class B Shares (the «Class B Shares») with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, together with a share premium of zero point zero one six zero one four two five Euro (0.01601425) per share, having the same rights and obligations as the existing shares.

5.- Subscription

The two hundred ninety two million one hundred forty seven thousand six hundred seventeen (292,147,617) new Class B Shares have been subscribed as follows:

(i) 176,826,189 (one hundred seventy six million eight hundred twenty-six thousand one hundred eighty nine) new Class B Shares by Mangrove III Investments Sàrl, and

Payment:

The 176,826,189 (one hundred seventy six million eight hundred twenty-six thousand one hundred eighty nine) new Class B Shares subscribe by Mangrove III Investments Sàrl, were fully paid up for a total amount of EUR 4,600,000.69 (four million six hundred thousand point sixty nine euro), of which EUR 1,768,261,89 (one million seven hundred sixty eight thousand two hundred sixty one point eighty nine Euro) are allotted to the corporate share capital and the balance of EUR 2,831,738.80 (two million eight hundred thirty one thousand seven hundred thirty eight point eighty euro) are allotted to the share premium account.

The amount of EUR 4,600,000.69 (four million six hundred thousand point sixty nine euro), was paid up as follows partly:

- a.- by a contribution in cash of EUR 1,650,000.69- (one million six hundred fifty thousand point sixty nine Euro), and
- b.- by a contribution in kind, consisting of a conversion of a certain liquid and exigible claim of a total amount of EUR 2,950,000.- (two million nine hundred fifty thousand euro).

Report of the auditor.

This contributions are, in application of article 26-1 of the law on commercial companies, controlled by a report of an independant auditor, namely, DELOITTE, «cabinet de réviseur d'entreprises agréé», under the signature of Nick TABONE, independant auditor, who concluded on March 31st, 2014, the following:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution in cash of EUR 1,650,000.69- (one million six hundred fifty thousand point sixty nine Euro), together with the contribution in kind, are not at least equal to the number and nominal valued of the 176.826.189 preferred Class B shares of value EUR 0,01 each together with a share premium of EUR 0.01601425 per share.»

A copy of the said report will remain attached to this deed, after being signed "ne varietur" by the appearing and the officiating notary.

(ii) 115,321,428 (one hundred fifteen million three hundred twenty one thousand four hundred twenty eight) new Class B Shares by PN Generations LLP

Payment:

The 115,321,428 (one hundred fifteen million three hundred twenty one thousand four hundred twenty eight) new Class B Shares subscribed by PN Generations LLP were fully paid up for a total amount of EUR 3,000,000.46 (three million point forty six euro), of which EUR 1,153,214,28 (one million one hundred fifty three thousand two hundred fourteen point twenty eight Euro) are allotted to the corporate share capital and the balance of EUR 1,846,786.18 (one million eight hundred forty six thousand seven hundred eighty six point eighteen euro) are allotted to the share premium account.

The amount of EUR 3,000,000.46 (three million point forty six euro) was paid up in cash.

6.- The amount of EUR 4,650,001.15 (four million six hundred fifty thousand one point fifteen euro) is at the disposal of the company "Citée Car", as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

7.- As a consequence of such increase of capital, the first paragraph of article five of the articles of incorporation is amended and now reads as follows:

« **Art. 5. (paragraph 1).** The subscribed capital is fixed at five million nine hundred seventeen thousand five hundred seven Euro and ninety-two cents (EUR 5,917,507.92-), represented by two hundred ninety nine million six hundred three thousand one hundred seventy five (299,603,175) class A shares (the «Class A Shares») with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each and two hundred ninety two million one hundred forty seven thousand six hundred seventeen (292,147,617) Class B Shares (the «Class B Shares») with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at EUR 4,500.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quatre avril.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du conseil d'administration de la société anonyme "Citée Car", avec siège social à L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 163.321,

en vertu d'un pouvoir conféré par le conseil d'administration de ladite société par voie de résolution circulaire du 31 mars 2014.

Le procès-verbal de cette réunion, après avoir été signé "ne varietur" par le comparant et le notaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, en qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1.- La société anonyme "Citée Car", prédésignée, a été constituée suivant acte reçu par constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri HEL-LINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 août 2011, publié au Mémorial C numéro 2643 du 31 octobre 2011. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par:

- Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mai 2012, publié au Mémorial C numéro 2277 du 13 septembre 2012, et

- Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du:
 - 27 septembre 2012, publié au Mémorial C numéro 2944 du 5 décembre 2012,
 - 16 janvier 2013, publié au Mémorial C numéro 889 du 15 avril 2013,
 - 11 juillet 2013, publié au Mémorial C numéro 2451 du 3 octobre 2013, et
 - 2 août 2013, publié au Mémorial C numéro 2406 du 30 septembre 2013.

2.- Le capital social de la société est actuellement fixé à deux millions neuf cent quatre-vingt-seize mille trente-et-un virgule soixante-quinze Euros (2.996.031,75- EUR) représenté par deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions six cent trois mille cent soixante-quinze (299.603.175) actions de classe A («Actions de Classe A») d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

3.- Conformément à l'article cinq des statuts, le capital autorisé est fixé sept millions cinq cent mille euros (7.500.000,- EUR), à être représenté par sept cent cinquante millions (750.000.000) actions de quelconque classe.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé aux conditions et modalités qu'il fixera et à supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des anciens actionnaires.

4.- Par résolution circulaire du 31 mars 2014, le conseil d'administration de ladite société a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions neuf cent vingt-et-un mille quatre cent soixante-seize virgule dix-sept Euros (2.921.476,17- EUR), pour porter le capital social ainsi de son montant actuel de deux millions neuf cent quatre-vingt-seize mille trente-et-un virgule soixante-quinze Euros (2.996.031,75- EUR), à cinq millions neuf cent dix-sept mille cinq cent sept virgule quatre-vingt-douze Euros (5.917.507,92- EUR), par l'émission de deux cent quatre-vingt-douze millions cent quarante-sept mille six cent dix-sept (292.147.617) nouvelles actions de classe B («Actions de Classe B») d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune ensemble avec une prime d'émission de zéro virgule zéro un six zéro un quatre deux cinq euros (EUR 0,01601425) par action, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

5.- Souscription

Les deux cent quatre-vingt-douze millions cent quarante-sept mille six cent dix-sept (292.147.617) nouvelles actions de classe B ont été souscrites comme suit:

(i) 176.826.189 (cent soixante-seize millions huit cent vingt-six mille cent quatre-vingt-neuf) nouvelles actions de classe B par Mangrove III Investments S.à r.l.

Libération

Les 176.826.189 (cent soixante-seize millions huit cent vingt-six mille cent quatre-vingt-neuf) nouvelles actions de classe B souscrites par Mangrove III Investments S.à r.l. ont été libérées intégralement pour un montant total de 4.600.000,69 EUR (quatre millions six cent mille virgule soixante-neuf euros) dont 1.768.261,89- EUR (un million sept cent soixante-huit mille deux cent soixante-et-un virgule quatre-vingt-neuf euros) ont été alloués au compte capital social et le solde de 2.831.738,80-EUR (deux millions huit cent trente-et-un mille sept cent trente-huit virgule quatre-vingts euros) ont été alloués au compte prime d'émission, payés comme suit:

a.- par un apport en espèces d'un montant de 1.650.000,69 EUR (un million six cent cinquante mille virgule soixante-neuf euros), et

b.- par un apport en nature, réalisé par conversion d'une créance certaine liquide et exigible que le souscripteur détient contre la Société en capital, d'un montant de 2.950.000,- EUR (deux millions neuf cent cinquante mille euros).

Rapport du réviseur:

L'apport en nature a, en application de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales, été contrôlée par le cabinet de révision indépendant DELOITTE, sous la signature de Nick TABONE, réviseur d'entreprises, lequel a conclu en date du 31 mars 2014, comme suit:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution in cash of EUR 1,650,000.69- (one million six hundred fifty thousand point sixty nine Euro), together with the contribution in kind, are not at least equal to the number and nominal valued of the 176.826.189 preferred Class B shares of value EUR 0,01 each together with a share premium of EUR 0.01601425 per share.»

Une copie de ce rapport après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

(ii) 115.321.428 (cent quinze million trois cent vingt-et-un mille quatre cent vingt-huit) nouvelles actions de classe B par PN Generations LLP

Libération

Les 115.321.428 (cent quinze million trois cent vingt-et-un mille quatre cent vingt-huit) nouvelles actions de classe B souscrites par PN Generations LLP ont été libérées intégralement pour un montant total de 3.000.000,46 EUR (trois millions virgule quarante-six euros) dont 1.153.214,28- EUR (un million cent cinquante-trois mille deux cent quatorze virgule vingt-huit euros) ont été alloués au compte capital social et le solde de 1.846.786,18- EUR (un millions huit cent quarante-six mille sept cent quatre-vingt-six virgule dix-huit euros) ont été alloués au compte prime d'émission.

Le montant de 3.000.000,46 EUR (trois millions virgule quarante-six euros) a été intégralement payé en espèces.

6.- La somme de 4.650.001,15 EUR (quatre millions six cent cinquante mille et un virgule quinze euros) se trouve à la libre disposition de la société "Citée Car", ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

7.- A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital souscrit est fixé à cinq millions neuf cent dix-sept mille cinq cent sept virgule quatre-vingt-douze Euros (5.917.507,92- EUR) représenté par deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions six cent trois mille cent soixante-quinze (299.603.175) actions de classe A («Actions de Classe A») d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, et deux cent quatre-vingt-douze millions cent quarante-sept mille six cent dix-sept (292.147.617) actions de classe B («Actions de Classe B») d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, est évalué approximativement à la somme de 4.500,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 avril 2014. Relation GRE/2014/1490. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 23 avril 2014.

Référence de publication: 2014055207/201.

(140063733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Delight Industrial Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 506.503,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 161.087.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first day of December.

Before Maître Francis Kessler, notary public established in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

DI Limited, a limited company governed by the laws of Jersey, having its registered office at 22 Grenville Street, St Helier, JE4-8PX, Jersey, and registered with the Jersey Financial Services Commission Company Registry under number 108166 (the "Sole Shareholder" or the "Contributor"),

hereby represented by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been initialled "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of Delight Industrial Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office located at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B. 161.087, incorporated by a deed enacted by Maître Francis Kessler, notary public established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 23 Mai 2011, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” number 1823 dated 10 August 2011 (the “Company”).

II.- That the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 494,003 (four hundred ninety-four thousand three Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 506,503 (five hundred six thousand five hundred three Euro) by the issuance of 494,003 (four hundred ninety-four thousand three) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;
3. Subscription and payment by DI Limited of the new shares by way of a contribution in kind;
4. New composition of the shareholding of the Company;
5. Subsequent amendment of the first paragraph of article 8 of the articles of association of the Company in order to reflect the above actions; and
6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 494,003 (four hundred ninety-four thousand three Euro) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) to EUR 506,503 (five hundred six thousand five hundred three Euro) by the issuance of 494,003 (four hundred ninety-four thousand three) (the “New Shares”) in favour of the Sole Shareholder to be fully paid up through a contribution in kind consisting of a receivable amounting to EUR 494,003 (four hundred ninety-four thousand three Euro) (the “Receivable”) (the “Contribution”).

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Contributor, represented as here above stated. The Contributor declares to subscribe the New Shares in the Company and to pay them up entirely by the Contribution.

Description of the Contribution

The Contribution made by the Contributor in exchange of the issuance of the New Shares is composed of the Receivable.

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Shares through the Contribution.

Valuation

The valuation of EUR 494,003 (four hundred ninety-four thousand three Euro) has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value effective as of 31 December 2013, which shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

a) Mr. Jens Hoellermann, as manager, with professional address at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mr. Simon Barnes, as manager, with professional address at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Mrs. Anne-Cécile Jourden-Vasseur, as manager, with professional address at 47, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

all represented here by Mrs. Sofia Afonso Da Chao Conde, by virtue of a proxy contained in the statement of contribution value,

acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed as follows:

DI Limited: 506,503 (five hundred six thousand five hundred three) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The notary acts that all the 506,503 (five hundred six thousand five hundred three) shares mentioned above, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 8 of the Company's articles of association so that it shall now read as follows:

"The Company's share capital is set at EUR 506,503 (five hundred six thousand five hundred three Euro), represented by 506,503 (five hundred six thousand five hundred three) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each."

No other amendment is to be made to this article.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about two thousand euro (EUR 2,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, she signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trente-et-unième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

DI Limited, une société à responsabilité limitée gouvernée par les lois de Jersey, ayant son siège social sis au 22 Greenville Street, St Helier, JE4-8PX, Jersey, et enregistrée auprès du "Jersey Financial Services Commission Company Registry" sous le numéro 108166 (l' "Associé Unique" ou l'"Apporteur"),

ici représenté par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employé privé, établi professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telles que décrite ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de «Delight Industrial Holdings S.à r.l.», une société à responsabilité limitée gouvernée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.087, constituée selon un acte passé par Maître Francis Kessler, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 23 Mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1823 en date du 10 août 2011 (la «Société»).

II.- Que les 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour desquels les Associés reconnaissent expressément avoir été dûment préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 494.003 EUR (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille trois Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) à 506.503 EUR (cinq cent six mille cinq cent trois Euros) par l'émission de 494.003 (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille trois) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune;

3. Souscription et paiement par DI Limited des nouvelles parts sociales par voie d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition de l'actionariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société afin de refléter les actions ci-dessus; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 494.003 EUR (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille trois Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500 EUR (douze mille cinq cent Euros) à 506.503 EUR (cinq cent six mille cinq cent trois Euros) par l'émission de 494.003 EUR (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille trois) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales") devant être payée par un apport en nature consistant en une créance d'un montant de 494.003 EUR (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille trois Euros) comme décrite ci-dessous (la "Créance") (l'«Apport»).

Intervention - Souscription - Paiement

Ici intervient ensuite l'Apporteur, représenté comme indiqué ci-dessus. L'Apporteur déclare souscrire aux Nouvelles Parts Sociales de la Société et de les payer entièrement par voie de l'Apport.

Description de l'Apport

L'Apport fait par l'Apporteur en échange de l'émission des Nouvelles Parts Sociales est composé de la Créance.

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Apporteur des Nouvelles Parts Sociales à travers l'Apport.

Evaluation

L'évaluation de 494.003 EUR (quatre cent quatre-vingt-quatorze mille Euros) a été approuvée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'Apport avec effet au 31 décembre 2013, laquelle restera annexée à cet acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités d'enregistrement.

Preuve de l'Existence des Apports

Une preuve de l'existence de l'Apport a été donnée.

Intervention des gérants

Interviennent ensuite:

a) M. Jens Hoellermann, en qualité de gérant, avec adresse professionnelle sis à 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

b) M. Simon Barnes, en qualité de gérant, avec adresse professionnelle sis à 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

c) Mme. Anne-Cécile Jourdren-Vasseur, en qualité de gérant, avec adresse professionnelle sis à 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

tous ici représentés par Mme Sofia Afonso Da Chao Conde, en vertu d'une procuration contenue dans la déclaration de valeur de l'apport;

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement responsables en tant que gérants de la Société en raison de l'Apport, déclarent expressément être d'accord avec la description de l'Apport, son évaluation et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions ci-dessus, l'actionnariat de la Société est désormais composé comme suit:

DI Limited: 506.503 (cinq cent six mille cinq cent trois) parts sociales avec une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le notaire acte que toutes les 506.503 (cinq cent six mille cinq cent trois) parts sociales susmentionnées, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur la résolution prise ci-dessous.

Cinquième résolution:

Suite aux déclarations et résolutions et l'Apport ayant été entièrement libéré, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 8 des statuts de la Société, et de lui donner la teneur suivante:

“ **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 506.503 EUR (cinq cent six mille cinq cent trois Euros) représenté par 506.503 (cinq cent six mille cinq cent trois Euros) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.”

Aucune autre modification est apportée à cet article.

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, de quelque type que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à environ deux mille euros (EUR 2.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

En foi de quoi nous, le notaire soussigné a rédigé et scellé dans la Ville d'Esch-sur-Alzette le présent acte, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2014. Relation: EAC/2014/623. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 201405220/215.

(140063295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2014.

Crownstone Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 115.448.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014056454/9.

(140065219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2014.